



**PREFET DE TARN-ET-GARONNE**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES LIBERTES  
PUBLIQUES ET DES COLLECTIVITES LOCALES**

Bureau des élections et de la police administrative

A.P. n° 2013168-0011

**INSTALLATIONS CLASSÉES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**UNILIN SYSTEMS SUD**

**29 rue de l'Usine**

**82100 CASTELSARRASIN**

**ARRETE PREFECTORAL**

**Autorisant l'exploitation d'une usine de fabrication de toitures isolantes**

Le Préfet de Tarn-et-Garonne,

VU le Code de l'Environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V relatif aux installations classées ;

VU le titre 1<sup>er</sup> du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013092-0001 du 2 avril 2013 portant délégation de signature de Madame Violaine Démaret, secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

VU les articles R.511-9 et R.511-10 du code de l'environnement portant sur la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE soumises à autorisation, notamment les articles 16 à 23 relatifs à la protection contre la foudre des installations ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 29 octobre 2007 relatif aux installations d'emploi ou de stockage de diisocyanate de diphenylméthane MDI (rubrique ICPE n° 1158) ;

VU l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et à leurs équipements annexes soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des ICPE ;

VU l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux installations de transformation de polymères (rubrique ICPE n° 2661) ;

VU l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux installations de stockage de polymères (rubrique ICPE n° 2662) ;

VU l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 relatif aux installations d'application de peinture, vernis, colle, apprêt etc. (rubrique ICPE n° 2940) ;

VU la demande d'autorisation formulée par la société UNILIN SYSTEMS SUD, dont le siège social est situé 29 rue de l'Usine 82100 CASTELSARRASIN, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une usine de fabrication de toitures isolantes au 29 rue de l'Usine 82100 CASTELSARRASIN ;

VU les plans annexés à la demande ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 juillet 2012, relatif à la recevabilité du dossier ;

VU l'enquête publique prescrite du 5 novembre au 5 décembre 2012 ;

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé sur cette demande ;

VU l'avis du commissaire enquêteur en date du 3 janvier 2013 ;

VU l'avis du Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine en date du 27 novembre 2012 ;

VU l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Tarn-et-Garonne en date du 15 octobre 2012 ;

VU l'avis du Conseil Général de Tarn-et-Garonne en date du 3 octobre 2012 ;

VU l'avis de l'Agence Régionale de Santé Midi-Pyrénées en date du 5 octobre 2012 ;

VU l'avis du Directeur Départemental des Territoires en date du 6 décembre 2012 ;

VU l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 10 octobre 2012 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées pour présentation au CODERST en date du 2 avril 2013 ;

Vu l'avis émis par le CODERST en sa séance du 24 mai 2013 ;

VU le projet d'arrêté porté le 29 mai 2013 à la connaissance du demandeur ; et l'absence d'observation de ce dernier dans le délai réglementaire de 15 jours ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L. 512-1 du Titre 1<sup>er</sup>, livre V du Code de l'Environnement, relatif aux installations classées, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagements, d'exploitation et les modalités d'implantation, telles que décrites dans le dossier de demande d'autorisation initiale et dans ses compléments, et visant notamment à :

- mettre en œuvre des dispositions constructives, des moyens de détection, de protection et de lutte contre l'incendie sur le site,
  - maîtriser la qualité des rejets d'eaux dans l'environnement,
  - limiter l'impact sonore généré par les installations
- permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement.

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne,

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1 : BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION**

La société UNILIN SYSTEMS SUD, dont le siège social est situé au 29 rue de l'Usine 82100 CASTELSARRASIN, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter une usine de fabrication de toitures isolantes au 29 rue de l'Usine 82100 Castelsarrasin.

### **ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES PRINCIPALES**

Les activités de l'usine concernée par la présente autorisation consistent à la fabrication d'éléments de toiture isolante.

L'établissement abrite notamment (cf annexe 1) :

- hall 1 abritant sur 800 m<sup>2</sup> :
  - une zone de parking des élévateurs ;
  - le local compression / chauffage abrite les compresseurs associés au fonctionnement des lignes de production (vérins à air, agrafeuses etc.),
- accolé au hall n°1, le « local cuves » abritant sur 60 m<sup>2</sup> et 5,80 m de haut :
  - 2 cuves de 23 m<sup>3</sup> de Desmodur
  - 2 cuves de 23 m<sup>3</sup> de Polyol,
- accolé au local cuves, un local de pompage qui permet d'acheminer le polyol et le MDI vers la ligne de moussage ;
- au sud du hall n°1, un quai de 1 000 m<sup>2</sup> de chargement / déchargement de bois et de papier et à proximité une aire de dépôtage du pentane, du polyol et du MDI ;
- au sud, une cuve enterrée de 12 m<sup>3</sup> de pentane,

- hall 2 abritant sur 1 400 m<sup>2</sup> :
  - 1 ligne d'assemblage bois permettant la conception ½ automatique de caissons chevronnés,
  - 1 ligne de moussage où sont injectés les réactifs nécessaires à la fabrication de mousse PU sur le caisson chevronné (préchauffé pour améliorer le moussage)
  - après moussage, une scie capotée découpe les caissons aux dimensions demandées par le client,
  - atelier de maintenance,
- hall 3 abritant sur 1 400 m<sup>2</sup> :
  - l'aire de conditionnement des produits finis pour l'expédition,
  - une aire de stockage de 300 m<sup>2</sup> de produits finis (caissons chevronnés etc.),
  - la zone de mélange des produits pour la fabrication de la mousse PU : 3 cuves tampon chauffées à 25 °C de 250 kg de MDI, 250 kg de polyol et 250 kg de DMCHA, une 4<sup>e</sup> cuve de secours et 1 cabine d'arrivée du pentane ;
  - 1 conteneur d'1 Tonne de silicone et 1 conteneur de 800 kg de DMCHA (catalyseur),
  - des stocks de colle thermocollante,
  - le réfectoire et les sanitaires,
  - le local de stockage de pièces détachées (20 m<sup>2</sup>)
- hall 4 abritant sur 2 900 m<sup>2</sup> des matières premières :
  - un stockage de 3 000 m<sup>3</sup> de bois,
  - un stockage de 20 m<sup>3</sup> de bobines de papier,
- accolé au hall n°4, le local technique qui abrite le groupe pompage du sprinklage et une réserve de 500 m<sup>3</sup> d'eau,
- le bâtiment administratif de 300 m<sup>2</sup>, situé en limite sud-est du site.

L'extérieur des bâtiments comprend par ailleurs les installations suivantes :

- 2 bennes de stockage de déchets de 10 m<sup>3</sup> (chutes de bois) et 15 m<sup>3</sup> (plastiques, chutes de caissons chevronnés etc.),
- un stockage d'au plus 30 bouteilles de GPL accolé au mur de l'usine, côté sud.

### **ARTICLE 3 : IMPLANTATION**

Les installations autorisées sont situées sur les parcelles DB 18, 19, 193 et 194 selon le plan cadastral de la commune de Castelsarrasin.

Elles occupent une superficie de 12 266 m<sup>2</sup>, dont la moitié de bâtis.

#### **ARTICLE 4 : CLASSEMENT DES INSTALLATIONS**

Les installations objet de la présente autorisation d'exploiter sont les suivantes :

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
1158-B1	Emploi ou stockage de Diisocyanate de diphenylméthane (MDI) Quantité présente supérieure à 20 Tonnes	46 Tonnes	A
2660	Fabrication ou régénération de polymères (plastiques, caoutchoucs etc.)	Production maximale 27,7 T/jour	A
1432-2a	Stockage de liquides inflammables Capacité équivalente comprise entre 10 et 100 m³	24,06 m³ 12 m³ pentane et 300 l d'huiles	DC
2940-2b	Application de peinture, vernis, apprêt etc. par un procédé autre que le « trempé » Quantité mise en œuvre comprise entre 10 et 100 kg/jour	14 kg/jour	DC
2661-2b	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs etc.) Quantité comprise entre 2 et 20 T/jour	18,2 T/jour	D
2662-3	Stockage de polymères (plastiques, caoutchoucs etc.) Volume stocké compris entre 100 et 1 000 m³	500 m³	D
1532-2	Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues. Volume stocké compris entre 1 000 et 20 000 m³	3 000 m³	D
2410-2	Ateliers de travail du bois Puissance des machines comprise entre 50 et 200 kW	65 kW	D

A(Autorisation), DC (Déclaration Contrôlée), D (Déclaration)

#### **ARTICLE 5 : ARCHEOLOGIE PREVENTIVE**

Dans le cas où des prescriptions archéologiques ont été édictées par le préfet de région en application du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, la réalisation des travaux de construction ou d'aménagement de la plate-forme est subordonnée à l'accomplissement préalable de ces prescriptions.

#### **ARTICLE 6 : CADUCITE**

La présente autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'usine telle que décrite aux articles 2 et 4, n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives.

#### **ARTICLE 7 : CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les installations sont conçues, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause,

elles respectent par ailleurs, les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## **ARTICLE 8 : REGLEMENTATION APPLICABLE**

Sans préjudice des prescriptions figurant au présent arrêté, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-après :

- Installations soumises à Autorisation

Réglementations	Air	Eau	Bruit	Déchets	Sécurité
Arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation.	X	X		X	
Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prise en compte des risques accidentels dans les installations classées					X
Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les IC.			X		
Arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux				X	
Arrêté ministériel du 29 octobre 2007 relatif aux ICPE classées sous la rubrique n° 1158	X	X		X	X

- Installations soumises à Déclaration

Réglementations	Rubrique
Arrêté du 18 avril 2008	1432
Arrêté du 14 janvier 2000	2661
Arrêté du 2 mai 2002	2940
Arrêté du 14 janvier 2000	2662

## **ARTICLE 9 : RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudices des dispositions des autres législations et réglementations applicables, et notamment, le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

#### **ARTICLE 10 : CONTROLES, ANALYSES ET CONTROLES INOPINES**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Elle peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'établissement.

L'inspection des installations classées peut réaliser ou demander à tout moment la réalisation par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations.

Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.

#### **ARTICLE 11 : PORTER A CONNAISSANCE**

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### **ARTICLE 12 : TRANSFERT VERS UN AUTRE EMPLACEMENT**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées dans les articles 2 et 4 nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

#### **ARTICLE 13 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

#### **ARTICLE 14 : RECOLEMENT**

L'exploitant doit procéder dans les **12 mois** qui suivent la notification du présent arrêté, à un récolement complet de son arrêté préfectoral d'autorisation afin de s'assurer qu'il en respecte bien tous les termes. Ce dossier est établi par ses soins, le cas échéant avec l'appui d'un bureau de contrôle ou d'une société de vérification.

A compter de cette date, le récolement prévu au présent article peut être demandé à tout moment par l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 15 : CESSATION D'ACTIVITE**

Sans préjudice des mesures de l'article R.512-74 du Code de l'Environnement pour l'application des articles R.512-75 à R.512-79, l'usage à prendre en compte est celui d'une activité industrielle, artisanale ou commerciale.

Lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt **3 mois au moins** avant celui-ci. La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation dans son environnement.

L'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur de type industriel.

La mise à l'arrêt définitive des installations de stockage et de transfert de pentane respecte les dispositions suivantes :

- les réservoirs et les tuyauteries sont dégazés et nettoyés par une entreprise dont la conduite d'une démarche sécurité a fait l'objet d'un audit par rapport à un référentiel reconnu par le ministre chargé des installations classées ;
- les réservoirs sont ensuite retirés ou à défaut, neutralisés par un solide physique inerte. Le solide utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de l'enveloppe interne du réservoir et possède une résistance suffisante et durable pour empêcher l'affaissement du sol en surface.

La mise à l'arrêt temporaire des installations de stockage et de transfert de pentane respecte les dispositions suivantes :

- lors de toute interruption d'activité de l'installation d'une durée supérieure à trois mois, une neutralisation est mise en oeuvre. Cette neutralisation peut être à l'eau lorsque la durée de cette interruption d'activité est inférieure à 24 mois.

## **ARTICLE 16 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative

♦ - par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

♦ - pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, le cas échéant, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans les six mois après publication ou affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### **ARTICLE 17 : SANCTIONS**

Faute par l'exploitant de se conformer aux textes réglementaires en vigueur et aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement.

### **ARTICLE 18 : PUBLICATION ET AFFICHAGE**

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Castelsarrasin, pour y être consultée par tout intéressé.

Le présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place le texte des prescriptions. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet, aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

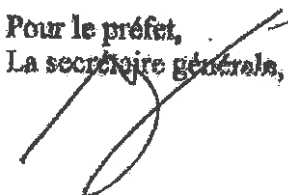
Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions susvisées auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

### **ARTICLE 19 : EXECUTION**

La Secrétaire Générale de la Préfecture, le Maire de Castelsarrasin, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, l'Inspection des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à la société UNILIN SYSTEMS SUD.

A Montauban, le **17 JUIN 2013**  
Le préfet,

Pour le préfet,  
La secrétaire générale,



Violaine DÉMARET

# SOMMAIRE DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ANNEXEES A L'ARRETE PREFECTORAL N°

<b>TITRE 1 - GESTION DE L'ETABLISSEMENT</b>	
CHAPITRE 1.1.	EXPLOITATION DES INSTALLATIONS .....11
<b>TITRE 2 - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU</b>	
CHAPITRE 2.1.	PRELEVEMENT ET CONSOMMATION D'EAU ..... 13
CHAPITRE 2.2.	COLLECTE DES EFFLUENTS ..... 13
CHAPITRE 2.3.	TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CONDITIONS DE REJETS AU MILIEU ..... 13
CHAPITRE 2.4.	VALEURS LIMITES DE REJETS ..... 14
CHAPITRE 2.5.	OUVRAGES PIEZOMETRIQUES ..... 15
<b>TITRE 3 - PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS</b>	
CHAPITRE 3.1.	DISPOSITIONS GENERALES..... 16
CHAPITRE 3.2.	NIVEAUX ACOUSTIQUES ..... 16
<b>TITRE 4 - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR</b>	
CHAPITRE 4.1.	DISPOSITIONS GENERALES..... 18
CHAPITRE 4.2.	VOIES DE CIRCULATION ..... 18
CHAPITRE 4.3.	ODEURS..... 18
CHAPITRE 4.4.	DEFINITIONS..... 19
CHAPITRE 4.5.	REJETS ATMOSPHERIQUES GENERES PAR LES OPERATIONS DE SCIAGE D'ELEMENTS EN BOIS..... 19
CHAPITRE 4.6.	REJETS ATMOSPHERIQUES GENERES PAR LES OPERATIONS D'INJECTION DE PU.. 19
CHAPITRE 4.7.	SURVEILLANCE PAR L'EXPLOITANT DE LA POLLUTION REJETEE..... 20
<b>TITRE 5 - TRAITEMENT ET ELIMINATION DE DECHETS</b>	
CHAPITRE 5.1.	PRINCIPES DE GESTION ..... 21
CHAPITRE 5.2.	STOCKAGE ET TRANSIT ..... 22
CHAPITRE 5.3.	ELIMINATION..... 22
<b>TITRE 6 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES</b>	
CHAPITRE 6.1.	CARACTERISATION DES RISQUES..... 23
CHAPITRE 6.2.	IMPLANTATION ET REGLES D'AMENAGEMENT ..... 24
CHAPITRE 6.3.	MESURES GENERALES DE PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION ..... 25
CHAPITRE 6.4.	MESURES GENERALES DE PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES..... 27
CHAPITRE 6.5.	MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS ..... 29
<b>TITRE 7 DISPOSITIONS PARTICULIERES</b>	
CHAPITRE 7.1.	DEPOTAGE, EMPLOI ET STOCKAGE DE DIISOCYANATE DE DIPHENYLMETHANE (MDI) ..... 31
CHAPITRE 7.2.	STOCKAGE ET EMPLOI DE PENTANE ..... 33
<b>ANNEXE 1 : PLAN DES INSTALLATIONS ET ABORDS</b>	
<b>ANNEXE 1 BIS : PLAN DETAILLE DES INSTALLATIONS</b>	

## **TITRE 1 - GESTION DE L'ETABLISSEMENT**

### **CHAPITRE 1.1. EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

#### **Paragraphe 1.1.1 Objectifs généraux**

L'exploitant a le souci permanent de réduire la consommation d'eau, de matières premières, d'énergie, les flux de rejets polluants, les volumes et la toxicité des déchets produits, en adoptant les meilleures techniques de recyclage, de récupération et de régénération économiquement acceptables et compatibles avec la qualité des milieux environnants.

Il prend en particulier toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction, l'aménagement et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux, des sols.

#### **Paragraphe 1.1.2 Consignes d'exploitation**

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale, en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

#### **Paragraphe 1.1.3 Réserves de produits ou matières consommables**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

#### **Paragraphe 1.1.4 Intégration dans le paysage et préservation de la biodiversité**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage et de préserver la biodiversité.

Les terrains non utilisés sont entretenus. Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence (Intérieurs et extérieurs).

#### **Paragraphe 1.1.5 Déclaration et rapports d'accidents ou d'incidents**

L'exploitant est tenu à déclarer "dans les meilleurs délais" à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.

L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci.

#### **Paragraphe 1.1.6 Documents tenus à disposition de l'inspection**

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- les dossiers complets de demande d'autorisation et de déclaration des installations classées,
- les plans mis à jour (inclus les plans des réseaux, les mesures de consommation d'eau et les plans

confidentiels),

- les arrêtés préfectoraux relatifs à l'établissement,
- les résultats des mesures sur les émissions polluantes et sur les niveaux acoustiques du site,
- les rapports de contrôle des installations électriques, des moyens de détection et de lutte contre l'incendie, des installations de protection contre les effets directs et indirects de la foudre, des analyses de la qualité des effluents,
- les permis d'intervention sur les 5 dernières années.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## **TITRE 2 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU**

### **CHAPITRE 2.1. PRELEVEMENT ET CONSOMMATION D'EAU**

#### **Paragraphe 2.1.1 Origine des approvisionnements en eau**

Le site est alimenté en eau par le réseau public de distribution d'eau potable.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies de compteurs volumétriques.

#### **Paragraphe 2.1.2 Protection des approvisionnements**

Le raccordement au réseau public est équipé de dispositif de disconnexion.

### **CHAPITRE 2.2. COLLECTE DES EFFLUENTS**

#### **Paragraphe 2.2.1 Dispositions générales**

Tous les effluents aqueux susceptibles d'être pollués sont canalisés.

Le site ne génère pas d'effluents industriels. Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

#### **Paragraphe 2.2.2 Plan des réseaux**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un plan des réseaux d'alimentation et de collecte de ses effluents.

Ce plan, daté et régulièrement remis à jour, doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, postes de relevage, postes de mesure, les points de rejet notamment dans le réseau communal.

#### **Paragraphe 2.2.3 Entretien et surveillance**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

### **CHAPITRE 2.3. TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CONDITIONS DE REJETS AU MILIEU**

#### **Paragraphe 2.3.1 Identification des effluents et traitement**

(1) Les eaux usées des postes sanitaires (eaux vannes) sont dirigées vers le dispositif d'assainissement autonome du site (fosse sceptique de 5 m<sup>3</sup>).

(2) Les eaux pluviales de voiries et de toiture sont collectées et rejetées au réseau pluvial communal.

(3) Les eaux de ruissellement de la zone de dépotage de MDI, Polyol et Pentane transitent par un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejetées au réseau pluvial.

### Paragraphe 2.3.2 Implantation et aménagement des points de rejet de l'établissement

Les points de rejet des eaux pluviales (2) et eaux de ruissellement de la zone de dépotage (3) sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons, en aval proche de leurs installations de traitement et avant toute dilution.

### Paragraphe 2.3.3 Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents susceptibles d'être pollués (dont fossés) sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état.

Les débourbeurs-déshuileurs mentionnés au 2.3.1 font l'objet d'un entretien au moins annuel.

La fosse sceptique est vidangée au minimum tous les 2 ans.

## **CHAPITRE 2.4. VALEURS LIMITES DE REJETS**

### Paragraphe 2.4.1 Eaux non polluées

Le rejet au réseau pluvial communal des effluents mentionnés au 2.3.1 et éventuelles eaux d'extinction incendie respecte les valeurs limites suivantes :

<i>Paramètres</i>	<i>Concentrations limites</i>	<i>Flux limites</i>	<i>Méthodes de référence</i>
pH	Entre 5.5 et 8.5 (9,5 si neutralisation alcaline)	-	-
Température	30 °C	-	-
MES	35 mg/l	15 kg/jour	NF EN 872
DBO <sub>5</sub>	30 mg/l	30 kg/jour	NFT 90 103
DCO	125 mg/l	100 kg/jour	NFT 90 101
Hydrocarbures totaux	10 mg/l	100 g/jour	NF EN ISO 9377-2
Indices phénols	0,3 mg/l	3 g/jour	NFT 90-109
AOX	1 mg/l	30 g/jour	NF en 1485
Arsenic et composés	0,1 mg/l	1 g/jour	NFT 90-026
Métaux totaux	15 mg/l	100 g/jour	NFT 90-112
Chrome hexavalent	0,1 mg/l	1 g/jour	NFT 90-112
Cyanures	0,1 mg/l	1 g/jour	ISO 6703/2

Ces valeurs limitent doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

La couleur de l'effluent rejeté ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur.

L'effluent ne dégage aucune odeur.

### Paragraphe 2.4.2 Eaux susceptibles d'être polluées

Les effluents pollués et collectés dans les installations sont éliminés vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

#### Paragraphe 2.4.3 Dilution des effluents

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixés par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

#### Paragraphe 2.4.4 Surveillance des émissions

Une mesure de concentration des polluants rejetés dans les effluents est effectuée par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement selon la fréquence ci-dessous :

<i>Effluents</i>	<i>Fréquence</i>
Eaux issues des débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures : teneurs en hydrocarbures totaux	5 ans

Ces mesures sont effectuées sur un échantillon moyen journalier des effluents rejetés représentatif du fonctionnement des installations. Cet échantillon est constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Les résultats sont conservés pendant 5 ans au minimum.

### **CHAPITRE 2.5. OUVRAGES PIEZOMETRIQUES**

Les ouvrages piézométriques PZ1, PZ2 et PZ20 présents sur les parcelles d'implantation du site UNILIN font l'objet de prélèvements et d'analyses pour permettre un suivi de la qualité des eaux de la nappe phréatique. A ce titre, la société UNILIN doit mettre en oeuvre les dispositions suivantes afin que le suivi piézométrique puisse être réalisé dans de bonnes conditions :

- protéger les piézomètres des pollutions accidentelles et des chocs par des dispositifs adaptés ;
- entretenir les abords des piézomètres afin que les ouvrages soient facilement accessibles ;
- faciliter les accès à l'intérieur de l'établissement et aux piézomètres lors des opérations de prélèvements.

## TITRE 3 - PRÉVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

### CHAPITRE 3.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### Paragraphe 3.1.1 Objectif

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solide, ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

#### Paragraphe 3.1.2 Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

#### Paragraphe 3.1.3 Vibrations

Les règles techniques, annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux émissions mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, sont applicables.

#### Paragraphe 3.1.4 Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### CHAPITRE 3.2. NIVEAUX ACOUSTIQUES

#### Paragraphe 3.2.1 Emergences

Les émissions sonores de l'établissement n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée (ZER) définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

<i>Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés</i>	<i>Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés</i>
5 dB (A)	3 dB (A)

#### Paragraphe 3.2.2 Niveaux sonores

Les niveaux de bruit admissibles en limites de propriété de l'établissement ne doivent pas excéder les seuils ci-dessous (cf annexe 1) :

- période diurne (7 h - 22 h hors dimanches et jours fériés) :
- limites de propriété situées au Sud-Ouest au niveau du point n° 2 : 70 dB (A) ;
- limites de propriété Nord-Ouest au niveau du point n°3 : 52,5 dB(A) ;
- limites de propriété Est au niveau du point n° 5 : 57 dB(A)

- l'établissement ne fonctionne pas en période nocturne (22 h - 7 h et dimanches et jours fériés).

### **Paragraphe 3.2.3 Mesures de réduction des nuisances sonores**

L'exploitant réalise les travaux d'insonorisation suivants au niveau de la centrale de dépoussiérage et d'aspiration de déchets de bois, située au Sud-Ouest du site :

- pose d'un silencieux au droit du refoulement du ventilateur,
- déviation de la conduite d'évacuation de l'air en direction du Sud du site.

### **Paragraphe 3.2.4 Mesures périodiques**

Afin de vérifier le respect des valeurs fixées au CHAPITRE 3.2. , l'inspection des installations classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant. Les résultats sont à transmettre à l'inspection des installations classées.

Dans ce cadre, une campagne de mesure des émissions sonores doit être effectuée avant le 30 juin 2013, en limite de propriété et en zones à émergence réglementée au minimum au niveau des 6 points de mesure répartis autour du site figurant en annexe 1 (points n° 1 à 6). Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence devra ensuite être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.

Les mesures doivent être effectuées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 23/01/97 ou de la réglementation équivalente en vigueur.

Dès qu'une modification notable intervient au niveau des installations ou de l'environnement immédiat du site, l'exploitant fait réaliser à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Préalablement à cette mesure, l'exploitant soumet pour accord à l'inspection des installations classées le programme de celle-ci, incluant notamment toutes précisions sur la localisation des emplacements prévus pour l'enregistrement des niveaux sonores. Ces emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée.

## **TITRE 4 - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR**

### **CHAPITRE 4.1. DISPOSITIONS GENERALES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses et les nuisances olfactives.

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz ou odeurs sont munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles (conformes aux dispositions de la norme NF X44-052) aux fins de prélèvements en vue d'analyse ou de mesure.

La dilution des effluents est interdite.

Les valeurs limites d'émission définies au présent titre 4 sont exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) et mesurées selon les méthodes normalisées en vigueur. Les valeurs limites d'émission exprimées en concentration se rapportent à une quantité d'effluents gazeux n'ayant pas subi de dilution autre que celles éventuellement nécessitées par les procédés utilisés.

Sans préjudice de la législation du travail, une installation d'aspiration et de neutralisation des vapeurs toxiques est prévue au niveau des endroits où celles-ci sont susceptibles de se dégager (machines d'injection, opérations de mélangeage...). Des dispositifs de traitement des rejets seront implantés en cas de dépassement des seuils réglementaires de rejets.

Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air frais et ne comporte pas d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois...).

### **CHAPITRE 4.2. VOIES DE CIRCULATION**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses, y compris en phase de travaux.

Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (forme de pentes, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées.

Les véhicules sortant du site n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation.

### **CHAPITRE 4.3. ODEURS**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les compacteurs à déchets susceptibles de générer des odeurs sont retirés régulièrement pour limiter le temps de stagnation sur place de ces déchets.

## CHAPITRE 4.4. DEFINITIONS

Au sens du présent arrêté, on entend par « composé organique volatil (COV) » tout composé organique, à l'exclusion du méthane, ayant une pression de vapeur de 0,01 kilopascal (kPa) ou plus à une température de 293,15 kelvins (K) ou ayant une volatilité correspondante dans des conditions d'utilisation particulières.

## CHAPITRE 4.5. REJETS ATMOSPHERIQUES GENERES PAR LES OPERATIONS DE SCIAGE D'ELEMENTS EN BOIS

Les sous-produits de bois générés par les opérations de sciage d'éléments en bois avant injection de mousse PU (copeaux, sciure, poussières etc.) sont aspirés par une centrale et filtrés par un dépoussiéreur à manches. Les déchets générés sont stockés dans une benne capotée de 10 m<sup>3</sup> située à l'extérieur des bâtiments. L'air filtré est évacué par une cheminée de 5 m de hauteur.

Après traitement, la teneur en poussières totales est inférieure à 100 mg/Nm<sup>3</sup> et le flux de poussières est inférieur à 1 kg/h.

## CHAPITRE 4.6. REJETS ATMOSPHERIQUES GENERES PAR LES OPERATIONS D'INJECTION DE PU

### Paragraphe 4.6.1 Captage et épuration des rejets à l'atmosphère

Les sous-produits générés par les opérations d'injection de PU et de sciage d'éléments ayant subi l'injection de PU (sciure, poussières, PU, COV etc.) sont aspirés par une centrale et filtrés par un dépoussiéreur à manches. Les déchets générés sont stockés dans une benne capotée de 15 m<sup>3</sup> située à l'extérieur des bâtiments. L'air filtré est évacué par une cheminée dont l'émissaire surmonte d'au moins 3 m les bâtiments extérieurs à l'établissement situés dans un rayon de 15 mètres.

### Paragraphe 4.6.2 Valeurs limites et conditions de rejet à l'atmosphère

Après traitement, les effluents gazeux respectent les valeurs limites suivantes :

- la teneur en poussières totales est inférieure à 100 mg/Nm<sup>3</sup> et le flux est inférieur à 1 kg/h;
- la teneur en COV (à l'exclusion du méthane) est inférieure à 110 mg/m<sup>3</sup> (exprimée en carbone total) et le flux est inférieur à 2kg/h ;
- les flux horaires des Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) suivants sont inférieurs à 0,5 g/h : benzo (a) pyrène, anthracène.

### Paragraphe 4.6.3 Plan de gestion des solvants

L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées, ainsi que tout justificatif concernant la consommation de solvant (factures, noms des fournisseurs etc.).

## **CHAPITRE 4.7. SURVEILLANCE PAR L'EXPLOITANT DE LA POLLUTION REJETEE**

L'exploitant réalise par ailleurs tous les 3 ans ainsi qu'à la demande de l'inspection des installations classées des mesures des émissions des installations visées aux paragraphes 4.5 et 4.6.2.

Les contrôles sont effectués dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, sur une durée voisine d'1/2 h. Les frais occasionnés par ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

Les méthodes de prélèvement, mesure et analyse de référence sont celles fixées à l'annexe 1a de l'arrêté du 2/2/98. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Les résultats des analyses sont transmis à l'inspecteur des installations classées dès réception du rapport de mesures.

## **TITRE 5 - TRAITEMENT ET ELIMINATION DE DECHETS**

### **CHAPITRE 5.1. PRINCIPES DE GESTION**

#### **Paragraphe 5.1.1 Limitation de la production des déchets**

L'exploitant définit et met en œuvre les solutions techniques permettant de :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

#### **Paragraphe 5.1.2 Séparation des déchets**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

A cet effet, il met en place une procédure interne à l'établissement organisant la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le mode d'élimination et le transport des déchets produits par l'établissement.

##### ***a) Gestion des déchets d'emballage***

Les déchets d'emballage visés par le décret 94-609 du 13 juillet 1994 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les déchets industriels banals des bureaux sont triés en vue de leur valorisation.

##### ***b) Gestion des huiles usagées***

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément au décret n°79-981 du 21 novembre 1979 modifié, portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

##### ***c) Gestion des piles et accumulateurs***

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret 94-609 du 13 juillet 1994 et de l'article 8 du décret n°99-374 du 12 mai 1999, modifié relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

## **CHAPITRE 5.2. STOCKAGE ET TRANSIT**

### **Paragraphe 5.2.1 Stockage**

Les déchets et résidus présents dans l'établissement sont ceux résultant uniquement de son activité. Ils doivent être entreposés, avant leur traitement ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

### **Paragraphe 5.2.2 Enlèvement**

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant son contenu.

En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant s'assure lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter la réglementation en vigueur.

### **Paragraphe 5.2.3 Comptabilité et Suivi des déchets**

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées un récapitulatif des opérations effectuées au courant du trimestre précédent.

Pour chaque enlèvement, les renseignements minimaux suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, etc.) et conservé par l'exploitant :

- Dénomination du déchet et code du déchet selon la nomenclature,
- Quantité enlevée,
- Date d'enlèvement,
- Nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- Destination du déchet (éliminateur),
- Nature de l'élimination effectuée.

## **CHAPITRE 5.3. ELIMINATION**

### **Paragraphe 5.3.1 A l'intérieur de l'établissement**

Toute incinération de déchets (palettes, emballages, sacs, etc.) dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

### **Paragraphe 5.3.2 A l'extérieur de l'établissement**

Les déchets doivent être éliminés ou valorisés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet en application du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, dans des conditions garantissant la protection de l'environnement. Il appartient à l'exploitant de s'assurer du respect de ces dispositions.

## **TITRE 6 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

### **CHAPITRE 6.1. CARACTERISATION DES RISQUES**

#### **Paragraphe 6.1.1 Etude des dangers**

L'étude des dangers est actualisée périodiquement, notamment à l'occasion de toute modification notable. Cette étude est accompagnée d'un programme d'actions visant à réduire le risque à la source en adoptant les meilleures technologies disponibles et en recherchant à diminuer les potentiels de danger.

#### **Paragraphe 6.1.2 Repérage des matériels et des installations**

Selon les normes en vigueur, l'emploi des couleurs et des symboles de sécurité est appliqué afin d'identifier les tuyauteries rigides et de signaler les emplacements :

- des moyens de secours
- des stockages (fûts, bidons, etc.) présentant des risques
- des locaux à risques
- des boutons d'arrêt d'urgence
- ainsi que les diverses interdictions.

#### **Paragraphe 6.1.3 Localisation des dangers**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

Il tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de ces zones qui doivent être matérialisées dans l'établissement par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux, etc.).

La nature exacte du risque (atmosphère nocive, atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans le plan de secours s'il existe.

#### **Paragraphe 6.1.4 Registre entrées/sorties**

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.

Cet état est tenu en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

#### **Paragraphe 6.1.5 Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement**

L'exploitant doit avoir à sa disposition sur le site, des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R-231,53 du Code du Travail.

A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger associés.

## CHAPITRE 6.2. IMPLANTATION ET REGLES D'AMENAGEMENT

### Paragraphe 6.2.1 Accès, voies et aires de circulation

#### *a) Règles de fonctionnement des véhicules motorisés*

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (par exemple panneaux de signalisation, feux, marquage au sol, consignes, ...).

L'exploitant met en place les mesures suivantes qu'il encadre par des signalétiques spécifiques (panneaux, balisages, voies colorées etc.) :

- la vitesse des engins motorisés sur site est limitée à 10 km/h ;
- la coupure des moteurs des véhicules est obligatoire (en phase de dépotage par exemple), si leur fonctionnement n'est pas indispensable.

#### *b) Accès extérieurs*

Les voies de circulation et d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout véhicule et de tout objet (fûts, emballages, ...) susceptible de gêner la circulation.

L'usine doit être en permanence accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.

#### *c) Accès à l'intérieur des bâtiments et évacuation du personnel*

Conformément aux dispositions du code du travail, les parties des bâtiments dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.

Toutes les portes, intérieures et extérieures, sont visibles en toutes circonstances et leurs accès, convenablement balisés.

Les accès des bâtiments permettent l'intervention rapide des secours.

### Paragraphe 6.2.2 Bâtiments, locaux et stockages

#### *a) Règles générales de résistance au feu*

De façon générale, les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne favorisent pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la première cellule en feu.

#### *b) Stockages de produits finis*

Le hall n°3 de stockage de produits finis est séparé du hall n°4 de stockage de matières lères par un mur coupe-feu de degré 2 heures REI 120. Les percements effectués dans le mur séparatif sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu 2 heures.

Les stockages de produits finis respectent les conditions suivantes :

- implantation à plus de 10 m des limites de propriété ;
- séparation des bureaux et des installations de transformation de polymères (classées sous la rubrique des ICPE n°2661) soit par une distance d'au moins 10 m, soit par un mur coupe-feu de degré 2 heures. Cette disposition ne s'applique pas aux encours de fabrication dont la quantité

est limitée aux nécessités de l'exploitation.

- organisation en îlots possédant les dimensions maximales suivantes : 15 m de long, 3 m de large et 3,5 m de haut et séparés entre eux par des allées d'au moins 5 m ;
- un espace libre d'au moins 1 m doit être préservé entre le haut du stockage et le niveau du pied de ferme.

#### *c) Installations d'application de peinture*

Les installations d'application de peinture sont implantées à plus de 10 m des limites de propriété.

Les installations sont séparées des installations stockant des matériaux ou des produits inflammables et des bureaux soit par une distance d'au moins 10 mètres, soit par un mur coupe-feu de degré 2 heures.

#### *d) Ventilation*

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les installations, locaux, ateliers, sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines.

### **CHAPITRE 6.3. MESURES GÉNÉRALES DE PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION**

#### Paragraphe 6.3.1 Interdiction de feux

Il est interdit de fumer dans les bâtiments ainsi que d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones des dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention.

#### Paragraphe 6.3.2 Permis d'intervention

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits, etc.) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de travail et éventuellement d'un permis de feu en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le permis de travail et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de travail et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être consignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

#### Paragraphe 6.3.3 Installations électriques

##### *a) Dispositions générales*

Les installations électriques sont mises en place conformément aux dispositions du décret n°88-1056 du 14/11/1988 relatif à la réglementation du travail. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

L'établissement est doté d'un interrupteur central permettant de couper l'alimentation électrique

générale du site. Il est installé dans un endroit sécurisé et facilement accessible. Il est signalé de manière explicite sur site et sur les plans des moyens d'intervention.

*b) Mise à la terre*

Les équipements métalliques fixes présentant des risques (cuves, réservoirs, canalisations, ...) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et normes applicables et reliés par des liaisons équipotentielles.

*c) Eclairage*

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

*d) Contrôle*

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans le rapport.

**Paragraphe 6.3.4 Protection contre les effets directs et indirects de la foudre**

*a) Dispositions générales*

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.

Les installations sont exploitées conformément aux dispositions des articles 16 à 23 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 sus visé, relatifs à la protection contre la foudre des installations classées.

*b) Organismes compétents*

Sont reconnus organismes compétents au titre de la présente section les personnes et organismes qualifiés par un organisme indépendant selon un référentiel approuvé par le ministre chargé des installations classées.

*c) Mise à jour de l'Analyse du Risque Foudre (ARF)*

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

#### *d) Etude technique*

Une étude technique est réalisée par un organisme compétent pour prendre en compte les résultats de l'analyse du risque foudre. Elle définit précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation, ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention mis en place répondent aux exigences de l'étude technique.

#### *e) Vérification des dispositifs de protection contre la foudre*

L'installation des protections contre la foudre fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard le 30 juin 2013.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection est réalisée dans un délai maximum d'1 mois, par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

#### *f) Documents de suivi*

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les documents suivants, qu'il tient à jour :

- l'analyse du risque foudre ;
- l'étude technique ;
- la notice de vérification et de maintenance des installations de protection contre la foudre ;
- les rapports de vérifications ;
- un carnet de bord comprenant notamment les renseignements relatifs à l'analyse de risques, à l'étude technique, à la mise en place et aux vérifications périodiques des installations : dates de réalisation, sociétés intervenantes, résultats etc.

### **CHAPITRE 6.4. MESURES GENERALES DE PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

#### **Paragraphe 6.4.1 Règles générales**

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Dans les zones où sont entreposés des liquides dangereux ou susceptibles d'entraîner une pollution des eaux, le sol est étanche et aménagé de façon à éviter tout écoulement direct vers le milieu naturel ou un réseau public d'assainissement.

Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

L'étanchéité des divers moyens de rétention présents sur le site doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

#### **Paragraphe 6.4.2 Rétentions associées aux produits**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 L minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 L.

En particulier, l'aire de dépotage de desmodur, polyol et pentane est dotée d'une rétention de 15 m<sup>3</sup>.

#### **Paragraphe 6.4.3 Confinement des eaux susceptibles d'être polluées**

Afin de limiter tout risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage des sols, aires de stockage, etc. lié au ruissellement des eaux pluviales sur des aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables, l'exploitant doit mettre en place des mesures permettant l'isolement du réseau d'eaux pluviales de l'établissement par rapport à l'extérieur, selon l'échéancier ci-après. En cas d'incident (pollution, incendie etc.), les effluents ainsi confinés seront analysés afin de déterminer si un traitement est nécessaire avant rejet.

Afin de définir les mesures appropriées, l'exploitant réalise une étude technico-économique de faisabilité des solutions de confinement possibles et prenant en compte les risques, les volumes et la configuration géographique du site. A ce titre, le site doit pouvoir disposer d'un volume de confinement d'au moins 939 m<sup>3</sup> au total (bâtiment, bassin d'orage éventuel). Ce volume est disponible en toutes circonstances, y compris après des périodes de pluie. Le rapport d'étude sera remis à l'Inspection et aux autorités compétentes avant le 31 décembre 2013. La solution sera retenue sur avis de ces autorités et des services de secours externes.

Les dispositifs prévus dans le cadre de la solution retenue, seront mis en œuvre avant le 31 décembre 2014. Ces dispositifs seront signalés sur les plans des moyens d'intervention de l'établissement et sur site par la présence de panneaux visibles. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement seront définis par consigne. L'exploitant sera en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureuse de ces dispositifs. Des tests au moins annuels seront par ailleurs menés sur ces équipements.

#### Paragraphe 6.4.4 Gestion des effluents en cas de déversement accidentel

Les produits récupérés en cas d'accident, les lixiviats et les eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au CHAPITRE 2.4. ou sont éliminés comme les déchets, suivant les dispositions du CHAPITRE 5.3. du présent arrêté.

### **CHAPITRE 6.5. MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

#### Paragraphe 6.5.1 Moyens de secours contre l'incendie

##### *a) Généralités*

L'établissement doit être pourvu des moyens de lutte contre l'incendie définis ci-après, conformes aux règles APSAD ou tout référentiel équivalent.

L'exploitant veille à ce que les agents d'extinction équipant les locaux soient appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.

##### *b) Poteau incendie*

Le site est protégé par 1 poteau incendie de débit 150 m<sup>3</sup>/h situé à moins de 100 m du site, dans la rue de l'Usine.

##### *c) Dispositif d'extinction automatique incendie*

Tous les bâtiments sont couverts par une installation d'extinction automatique incendie, dotée d'une réserve totale de 500 m<sup>3</sup> d'eau. Le fonctionnement du dispositif d'extinction automatique incendie est vérifié chaque année.

##### *d) Extincteurs*

Des extincteurs de type et de capacité appropriés en fonction des classes de feux définies par les normes en vigueur sont répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques.

En particulier, les extincteurs mis en place à proximité des installations de stockage et d'emploi de Dissocyanate de diphénylméthane (MDI) sont de type poudre B, à mousse ou à gaz carbonique.

Les extincteurs sont situés à proximité des dégagements et doivent être homologués. Ils sont repérés et bien visibles, fixés (pour les portatifs), numérotés et facilement accessibles en toutes circonstances.

Ils sont vérifiés tous les ans et maintenus en bon état de fonctionnement en permanence.

##### *e) Robinets Incendie Armés (RIA)*

Les locaux sont équipés de RIA conformes aux normes en vigueur et notamment utilisables en période de gel. Ils sont en nombre suffisant et répartis dans les locaux. Ils sont disposés à proximité de chaque issue et de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents.

Ils sont bien signalés, accessibles en toutes circonstances, maintenus en bon état de fonctionnement et vérifiés tous les ans.

*f) Kit anti-déversement*

Des kits anti-déversement comprenant notamment des produits absorbants en quantité adaptée au risque, des moyens de mise en oeuvre (gants etc.) et une procédure d'intervention en cas d'épandage de produit polluant sont mis en place à proximité des machines d'injection, des cuves et aires de déchargement de MDI et Polyol. Ces kits sont facilement accessibles.

En outre, des solutions de décontamination spécifiques des isocyanates aromatiques, en quantité adaptée au risque et accompagnées de moyens de mises en oeuvre, sont facilement accessibles à proximité des réservoirs ou récipients de stockage ainsi que des zones de manipulation de MDI.

*g) Vérifications et exercices*

L'exploitant s'assure périodiquement que les moyens de secours et les dispositifs de confinement sont à la place prévue, aisément accessibles et en bon état extérieur.

Le personnel appelé à intervenir doit être entraîné périodiquement au cours d'exercices, à l'évacuation du site et à la mise en oeuvre de matériels d'incendie et de secours.

Dans les 12 mois qui suivent la notification du présent arrêté, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus conservés au moins quatre ans.

**Paragraphe 6.5.2 Consignes de sécurité**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur. En particulier, les consignes précisent les modalités de mise en oeuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte des eaux prévus au paragraphe 6.4.3.

## **TITRE 7 DISPOSITIONS PARTICULIERES**

### **CHAPITRE 7.1. DEPOTAGE, EMPLOI ET STOCKAGE DE DIISOCYANATE DE DIPHENYLMETHANE (MDI)**

Les installations d'emploi ou de stockage de MDI satisfont aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 octobre 2007 sus-visé, applicables aux installations existantes avant la date du 12 avril 2008. L'exploitant met notamment en oeuvre les dispositions ci-après.

#### **Paragraphe 7.1.1 Localisation des risques**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du danger (incendie, explosion ou émanation toxique). Ce danger est signalé.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant l'emplacement de ces différentes zones.

#### **Paragraphe 7.1.2 Implantation et comportement au feu**

Le MDI est stocké dans un local fermé et en tenant compte de son incompatibilité avec d'autres substances. L'accès au local est limité aux personnes habilitées.

Le sol des locaux où est employé ou stocké le MDI est imcombustible.

Le local de stockage de MDI présente les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :

- murs extérieurs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;
- portes et fermetures EI120.

Les installations d'emploi de MDI sont implantées à plus de 10 m des limites de propriété. Elles sont séparées des bureaux et des installations de stockage de produits finis par une distance d'au moins 10 m. Cette disposition ne s'applique pas aux encours de fabrication dont la quantité est limitée aux nécessités de l'exploitation.

#### **Paragraphe 7.1.3 Aménagement et organisation des zones de stockage et de dépôtage de MDI**

Les stockages sont aménagés et organisés en fonction des risques présentés par les substances ou préparations stockées, tels qu'identifiés au point 7.1.1. En particulier, les matériaux utilisés pour les récipients de stockage sont adaptés aux produits stockés et les produits chimiquement incompatibles ne sont pas stockés ensemble.

Eu égard à la forte réactivité du MDI avec de nombreux produits, les récipients contenant ce produit sont stockés dans un local spécifique séparé et isolé des ateliers de fabrication et d'autres stockages de produits incompatibles.

Les cuves de MDI possèdent une hauteur inférieure à 5 m. Elles sont dotées d'indicateurs de niveau, de température et de pression contrôlés de manière périodique.

Pour assurer une bonne ventilation, un espace libre d'au moins 1 mètre est laissé entre le stockage des substances ou préparations et le plafond.

Le stockage du MDI s'effectue dans des récipients inertes au produit. Des moyens de protection contre le risque d'élévation de pression tels que soupapes, évènements sont mis en oeuvre.

Les conditions de stockage permettent de maintenir les substances ou préparations à l'abri de la lumière, de l'humidité, de la chaleur, et de toute source d'inflammation.

La zone de dépotage de MDI est située à l'extérieur des bâtiments et est aménagée de façon à permettre la ventilation.

#### **Paragraphe 7.1.4 Connaissance des produits, étiquetage et état des stocks**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.

#### **Paragraphe 7.1.5 Consignes d'exploitation et de sécurité**

Le dépotage, le stockage et l'emploi de MDI sont encadrés par des consignes de sécurité qui indiquent notamment :

- les procédures d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseau de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation ;
- les moyens d'extinction en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les coordonnées du responsable d'intervention du site et les pompiers ;
- en particulier, elles explicitent les mesures à prendre en cas de dérive du procédé par rapport aux conditions opératoires sûres.

#### **Paragraphe 7.1.6 Dossier de sécurité emploi de MDI**

L'exploitant constitue un dossier de sécurité relatif aux réactions mises en oeuvre et tient à jour la liste des procédés chimiques mis en oeuvre dans l'établissement. L'exploitant dresse, sous sa responsabilité, la liste des procédés potentiellement dangereux.

Le dossier de sécurité est complété à l'occasion de tout aménagement des installations. Il comprend au moins les éléments suivants :

- caractéristiques physiques, chimiques et toxicologiques des produits mis en oeuvre ;
- caractéristiques des réactions chimiques principales avec estimation du potentiel de risque s'y rapportant ;
- incompatibilités entre les produits et matériaux utilisés dans l'installation ;
- modes opératoires ;
- consignes d'exploitation et de sécurité propres à l'installation, visées au paragraphe 7.1.5.

## CHAPITRE 7.2. STOCKAGE ET EMPLOI DE PENTANE

Les installations d'emploi et de stockage de pentane satisfont aux dispositions de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 sus-visé, applicables aux installations existantes avant la date du 11 mars 2009. L'exploitant met notamment en oeuvre les dispositions ci-après.

### Paragraphe 7.2.1 Définitions

Les équipements annexes d'un réservoir enterré sont notamment les tuyauteries associées, le limiteur de remplissage, le dispositif de détection de fuite et ses alarmes, le dispositif de jaugeage, les événements et les dispositifs de récupération des vapeurs.

### Paragraphe 7.2.2 Plans

Un plan d'implantation à jour, des réservoirs enterrés et de leurs équipements annexes, est présent dans l'installation. Les réservoirs sont repérés par une signalétique les identifiant par un numéro, par leur capacité et par le produit contenu, placée à proximité des événements et à proximité des orifices de dépotage.

### Paragraphe 7.2.3 Cuve enterrée de pentane

Le pentane est stocké dans un réservoir enterré en acier ou matière composite, à double enveloppe et répondant aux conditions suivantes :

- les parois du réservoir sont situées à plus de 2 m des limites de propriété (en projection horizontale) ;
- le réservoir est muni d'un système de détection de fuite entre les deux enveloppes qui déclenche automatiquement une alarme visuelle et sonore en cas de fuite ;
- ce système de détection de fuite est conforme à la norme EN 13160 dans la version en vigueur au jour de sa mise en service ou à toute norme équivalente en vigueur dans la communauté européenne ou l'espace économique européen. Le détecteur de fuite et ses accessoires sont accessibles en vue de faciliter leur contrôle. Le système de détection de fuite est contrôlé et testé tous les 5 ans par un organisme agréé conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 18/04/08 sus-visé. Le résultat du dernier contrôle ainsi que sa durée de validité sont affichés près de la bouche de dépotage du réservoir ;
- le réservoir est muni d'indicateurs de niveau asservis à 2 alarmes visuelles reportées au niveau de la cuve et du bâtiment de production ;
- le réservoir est équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes d'une section totale au moins égale au quart de la somme des sections des tuyauteries de remplissage. Les événements ont une direction finale ascendante depuis le réservoir et leurs orifices débouchent à l'air libre en un endroit visible depuis le point de livraison à au moins 4 mètres au-dessus du niveau de l'aire de stationnement du véhicule livreur et à une distance horizontale minimale de 3 mètres de toute cheminée ou de tout feu nu.

Cette distance est d'au moins 10 mètres vis-à-vis des issues des établissements recevant du public.

### Paragraphe 7.2.4 Défaut d'étanchéité

Suite à une intervention portant atteinte à l'étanchéité d'un réservoir enterré ou d'un de ses équipements annexes, à l'exception des opérations ponctuelles de mesure de niveau, ou avant la remise en service d'un réservoir à la suite d'une neutralisation temporaire à l'eau, un contrôle d'étanchéité est effectué selon les règles de l'annexe II de l'arrêté du 18/04/08 sus-visé, par un organisme agréé conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 18/04/08 sus-visé, avant la remise en service de l'ensemble de l'installation.

En cas de détection de fuite sur un réservoir compartimenté, le compartiment est vidé et soumis à une

épreuve d'étanchéité après les travaux de réparation et avant la remise en service. Les autres compartiments du réservoir sont soumis à une épreuve d'étanchéité dans la période d'un mois suivant la remise en service du compartiment à l'origine de la fuite. Les épreuves sont effectuées selon les règles de l'annexe II de l'arrêté du 18/04/08 sus-visé par un organisme agréé conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 18/04/08 sus-visé.

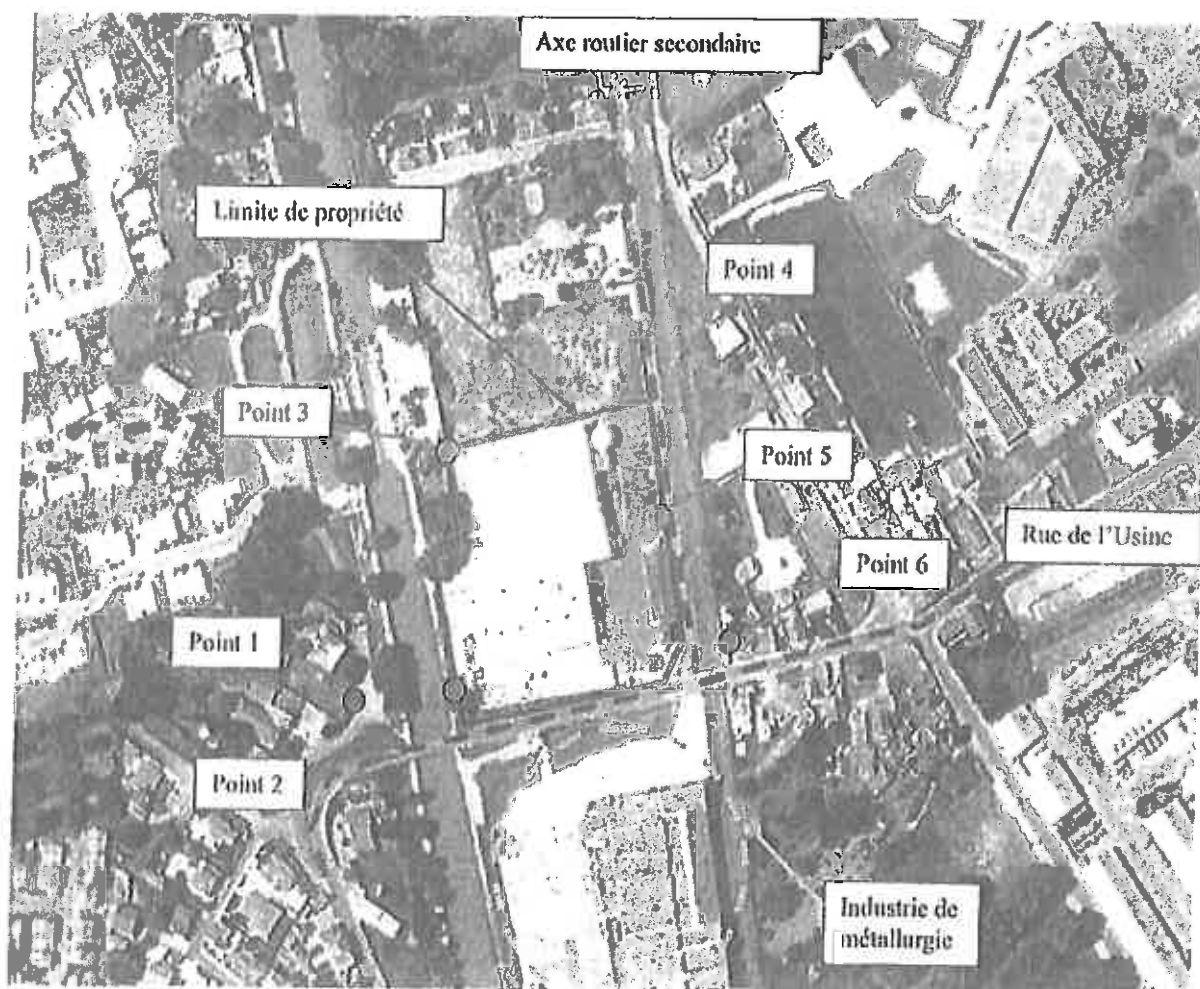
#### **Paragraphe 7.2.5 Tuyauteries**

Les tuyauteries enterrées qui ne sont pas munies d'une 2ème enveloppe et d'un système de détection de fuite entre les 2 enveloppes qui déclenche automatiquement une alarme visuelle et sonore en cas de fuite, subissent un contrôle d'étanchéité selon les règles de l'annexe II de l'arrêté du 18/04/08 sus-visé, tous les 10 ans par un organisme agréé conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 18/04/08 sus-visé.

#### **Paragraphe 7.2.6 Détection de pentane**

L'exploitant met en place dans les zones de risques de l'atelier de moussage identifiées au paragraphe 6.1.3 des détecteurs de gaz qui déclenchent une alarme et un arrêt de l'installation, si les concentrations de pentane dans l'air dépassent respectivement 20 et 40 %.

ANNEXE 1 : PLAN DES INSTALLATIONS ET ABORDS





**ANNEXE 1 BIS : PLAN DETAILLE DES INSTALLATIONS**

